

IVALIS
Société anonyme au capital de 262.500 euros
Siège social : 1 Rond Point Laurent Schwartz – 78310 MAUREPAS
381 503 531 RCS VERSAILLES

(la "Société")

**PROJETS DES RESOLUTIONS SOUMISES L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
EXTRAORDINAIRE D'IVALIS EN DATE DU 28 MARS 2014**

PREMIERE RESOLUTION

Instauration d'un droit de vote double

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport complémentaire du conseil d'administration de la Société,

décide l'attribution d'un droit de vote double aux actions nominatives entièrement libérées qui justifient d'une inscription nominative depuis deux ans au nom du même actionnaire ;

décide en conséquence d'insérer dans les statuts de la Société un nouvel article 30 qui sera rédigé comme suit :

« **ARTICLE 30 - Droit de vote double**

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard de la quotité de capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, ce droit de vote double sera conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

En cas de démembrement de la propriété d'une action entièrement libérée, le droit de vote double appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires, si leurs noms sont inscrits depuis deux ans au moins dans les registres de la société.

Toute action convertie au porteur ou transférée en pleine propriété perdra le droit de vote double sous réserve des exceptions prévues par la loi.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, le droit de vote double cesse de plein droit si le nom de son titulaire (l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et le nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires) cesse d'apparaître dans les registres de la société, sous réserve des exceptions prévues par la loi » ;

décide de modifier le paragraphe 2°) de l'article 29 des statuts de la Société ainsi qu'il suit :

« 2°) Sous réserve des stipulations de l'article 30 ci-dessous, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent et à égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix » ;

décide d'adapter en conséquence la numérotation des articles des statuts ;

précise que les dispositions de ce nouvel article 30 et que les modifications apportées à l'article 29 sont d'application immédiate.

DEUXIEME RESOLUTION

Modification du délai de convocation du conseil d'administration

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport complémentaire du conseil d'administration de la Société,

décide de modifier le délai de convocation du conseil d'administration en prévoyant que ce délai de ne sera plus de trois jours calendaires mais de deux jours ouvrés ;

décide en conséquence de modifier le dernier paragraphe du 1°) de l'article 18 des statuts de la Société ainsi qu'il suit :

« La convocation est faite par tous moyens dans un délai de deux jours ouvrés au minimum. Elle indique avec précision les questions qui y seront évoquées. Elle peut même être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent ou si tous les administrateurs sont présents ou représentés » ;

précise que les modifications apportées à cet article 18 sont d'application immédiate.

TROISIEME RESOLUTION

Examen et approbation de la Fusion par voie d'absorption de Kamino par la Société – Approbation des termes et conditions du Projet de Traité de Fusion

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir pris connaissance :

- (i) du rapport du conseil d'administration de la Société, établi conformément à l'article L. 236-9 du Code de commerce ;
- (ii) des rapports sur les modalités financières de la Fusion et sur la valeur des apports en nature établis conformément aux articles L. 236-10 et L. 225-147 du Code de commerce par Monsieur Antoine Legoux, commissaire à la fusion désigné par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de commerce de Versailles en date du 14 janvier 2014 (le "Commissaire à la Fusion") ; et
- (iii) du projet de traité de fusion et de ses annexes (le "Projet de Traité de Fusion"), établi suivant acte sous seings privés en date du 25 février 2014 entre la Société et Kamino, une société par actions simplifiée au capital de 31.892.620 euros dont le siège social est situé 1, Rond Point Schwartz, 78310 Maurepas, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 513 412 965 ("Kamino"), aux termes duquel Kamino fait apport à la Société, dans le cadre d'une opération de fusion soumise aux articles L. 236-1 et suivants et R. 236-1 et suivants du Code de commerce, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014, de l'intégralité des éléments d'actif et de passif composant son patrimoine moyennant l'attribution aux associés de Kamino d'un million deux cent quarante-trois mille cent quinze (1.243.115) actions nouvelles de la Société d'une valeur nominale de vingt centimes d'euro (0,20 €), à raison d'une (1) action ordinaire nouvelle de la Société pour 25,6553901394 actions de Kamino (la "Fusion") ;

et après avoir pris acte que :

- (i) Kamino a émis trois cent seize mille cent soixante (316.160) bons de souscription d'actions de

catégorie 1 (les "BSA 1") dont les termes et conditions sont décrits dans le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 21 mai 2010 figurant en Annexe 1 aux présentes (les "Termes et Conditions des BSA 1") et sept cent six mille huit cents (706.800) bons de souscription d'actions de catégorie 3 (les "BSA 3", ensemble avec les BSA 1, les "BSA Kamino") dont les termes et conditions sont décrits dans le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 21 mai 2010 figurant en Annexe 1 aux présentes (les "Termes et Conditions des BSA 3", ensemble avec les Termes et Conditions des BSA 1, les "Termes et Conditions des BSA Kamino") ; en cas d'approbation de la Fusion, et conformément aux termes des premier et quatrième alinéas de l'article L. 228-101 du Code de commerce, la Société sera substituée de plein droit à Kamino dans ses obligations envers les titulaires de BSA Kamino, de telle sorte que ces derniers exerceront leurs droits dans la Société ;

- (ii) conformément à l'article L. 228-101 du Code de commerce, la parité d'exercice des BSA Kamino sera ajustée en lui appliquant la parité de fusion retenue pour l'échange des actions Kamino contre des actions Ivalis dans le cadre de la Fusion, chacun de ces BSA Kamino donnant ainsi droit à son titulaire de souscrire, dans les conditions fixées par les Termes et Conditions des BSA Kamino, à un nombre d'actions nouvelles de la Société égal au nombre d'actions Kamino auquel chaque BSA Kamino donne actuellement droit au titre des Termes et Conditions des BSA Kamino multiplié par 0,038978164 (sous réserve des éventuels ajustements légaux et conventionnels), étant précisé que conformément aux dispositions des articles L. 225-149 et R. 225-132 du Code de commerce, les titulaires de BSA Kamino qui ne disposeront pas d'un nombre de BSA Kamino leur permettant de souscrire à un nombre entier d'actions nouvelles de la Société recevront, lors de l'exercice de leurs droits, un versement en espèces au titre du remboursement de la valeur de leur droit à souscription formant rompu, calculé sur la moyenne des cours de clôture de l'action Ivalis au cours des vingt dernières séances de bourse précédant la date d'exercice des BSA Kamino ; et
- (iii) sous réserve de ce qui est dit ci-dessus s'agissant de la correction du nombre d'actions nouvelles de la Société auxquelles peuvent prétendre les titulaires de BSA Kamino à la suite de l'exercice de leurs droits, les BSA Kamino resteront régis par les Termes et Conditions des BSA Kamino, qui demeureront donc applicables *mutatis mutandis* ;

sous condition suspensive de l'adoption des quatrième à septième résolutions ci-après :

approuve, dans son intégralité, le Projet de Traité de Fusion (y compris ses annexes) aux termes duquel Kamino fait apport à la Société, dans le cadre d'une opération de fusion soumise aux articles L. 236-1 et suivants et R. 236-1 et suivants du Code de commerce, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014, de l'intégralité des éléments d'actif et de passif composant son patrimoine ;

approuve les apports effectués à titre de fusion par Kamino, ainsi que l'évaluation qui en a été faite sur la base de leur valeur nette comptable, des éléments d'actif apportés par Kamino, égale à vingt-neuf millions neuf cent trente-cinq mille quatre-vingt-treize euros et sept centimes (29.935.093,07 €), et des éléments de passif pris en charge, égale à vingt-huit mille huit cent quatre-vingt-quinze euros et soixante-cinq centimes (28.895,65 €), soit un actif net s'établissant à vingt-neuf millions neuf cent six mille cent quatre-vingt-dix-sept euros et quarante-deux centimes (29.906.197,42 €) ;

approuve le rapport d'échange retenu dans le Projet de Traité de Fusion, à savoir (1) action Ivalis nouvelle pour 25,6553901394 actions Kamino ;

approuve la rémunération de l'apport-fusion, à savoir l'attribution aux associés de Kamino, en échange des trente-et-un millions huit cent quatre-vingt-douze mille six cent vingt (31.892.620) actions détenues par les associés de Kamino et sur la base du rapport d'échange précité, d'un million deux cent quarante-trois mille cent quinze (1.243.115) actions de la Société de vingt centimes d'euro (0,20 €) de valeur nominale chacune à créer par voie d'augmentation de capital de la Société d'un montant de deux cent quarante-huit mille six cent vingt-trois euros (248.623 €) ; ces actions nouvelles seront entièrement assimilées aux actions de la Société existantes et seront toutes négociables dès la réalisation de l'augmentation de capital de la Société rémunérant l'apport-fusion de Kamino, conformément à l'article L. 228-10 du Code de commerce et feront l'objet d'une demande

d'admission aux négociations sur le marché Alternext de NYSE Euronext ;

approuve la fixation de la date d'effet rétroactif, aux plans comptable et fiscal, au 1^{er} janvier 2014, de sorte que le résultat de toutes les opérations réalisées par Kamino entre le 1^{er} janvier 2014 et la date de la présente assemblée générale seront réputées réalisées, selon le cas, au profit ou à la charge de la Société et considérées comme accomplies par la Société depuis le 1^{er} janvier 2014 ;

approuve la substitution de plein droit de la Société à Kamino dans ses obligations envers les titulaires de BSA Kamino dans les conditions décrites ci-dessus ;

prend acte que le rapport d'échange retenu dans le Projet de Traité de Fusion étant de (1) action Ivalis nouvelle pour 25,6553901394 actions Kamino, le nombre d'actions Kamino détenues par les associés de Kamino ne leur permettent pas de souscrire à un nombre entier d'actions de la Société, ce dont il résulte des soultes théoriquement dues par la Société aux associés de Kamino de montants respectifs de 0,47 € et 24,85 €; les associés de Kamino ont toutefois expressément renoncé au versement desdites soultes ; et

prend acte que la différence entre (i) la valeur de l'actif net de Kamino transmis à la Société du fait de la Fusion à rémunérer, soit vingt-neuf millions neuf cent six mille cent quatre-vingt-dix-sept euros et quarante-deux centimes (29.906.197,42 €) et (ii) le montant de l'augmentation de capital de la Société, soit deux cent quarante-huit mille six cent vingt-trois euros (248.623 €), sera inscrite à une compte « Prime de fusion » sur lequel porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux de la Société.

QUATRIEME RESOLUTION

Augmentation du capital d'un montant nominal de 248.623 euros en rémunération de la Fusion

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir pris connaissance :

- (i) du rapport du conseil d'administration de la Société, établi conformément à l'article L. 236-9 du Code de commerce ;
- (ii) des rapports du Commissaire à la Fusion ; et
- (iii) du Projet de Traité de Fusion ;

sous réserve de l'adoption de la troisième résolution ci-avant et sous condition suspensive de l'adoption des cinquième à septième résolutions ci-après :

décide d'émettre, en rémunération des apports effectués par Kamino à titre de fusion, un million deux cent quarante trois mille cent quinze (1.243.115) actions de la Société de vingt centimes d'euro (0,20 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées, à attribuer aux associés de Kamino selon un rapport d'échange de (1) action Ivalis nouvelle pour 25,6553901394 actions Kamino, à raison de six cent vingt deux mille huit cent une (622.801) actions Ivalis attribuées à Barberine et six cent vingt mille trois cent quatorze (620.314) actions Ivalis attribuées à Kamino II ;

décide que ces un million deux cent quarante trois mille cent quinze (1.243.115) actions nouvelles (i) seront entièrement et immédiatement assimilées aux actions anciennes, jouiront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges dès la réalisation définitive de la Fusion, (ii) seront toutes négociables dès la réalisation définitive de l'augmentation de capital de la Société rémunérant l'apport-fusion de Kamino conformément à l'article L. 228-10 du Code de commerce et (iii) feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché Alternext de NYSE Euronext ;

constate que l'émission des un million deux cent quarante trois mille cent quinze (1.243.115) actions nouvelles entrainera une augmentation de capital de la Société d'un montant de deux cent quarante-

huit mille six cent vingt-trois euros (248.623 €), le portant ainsi de deux cent soixante-deux mille cinq cents euros (262.500 €) à cinq cent onze mille cent vingt-trois euros (511.123 €).

CINQUIEME RESOLUTION

Approbation du montant de la prime de fusion et de l'affectation de ladite prime

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir pris connaissance :

- (i) du rapport du conseil d'administration de la Société, établi conformément à l'article L. 236-9 du Code de commerce ;
- (ii) des rapports du Commissaire à la Fusion ; et
- (iii) du Projet de Traité de Fusion ;

sous réserve de l'adoption des troisième et quatrième résolutions ci-avant et sous condition suspensive de l'adoption des sixième et septième résolutions ci-après :

approuve le montant de la prime de fusion s'élevant à vingt-neuf millions six cent cinquante-sept mille cinq cent soixante-quatorze euros et quarante-deux centimes (29.657.574,42 €), correspondant à la différence entre (i) la valeur de l'actif net de Kamino transmis à la Société du fait de la Fusion à rémunérer, soit vingt-neuf millions neuf cent six mille cent quatre-vingt-dix-sept euros et quarante-deux centimes (29.906.197,42 €) et (ii) le montant de l'augmentation de capital de la Société, soit deux cent quarante-huit mille six cent vingt-trois euros (248.623 €) ;

décide d'inscrire le montant de la prime de fusion au crédit du compte « Prime de fusion » au bilan de la Société ;

décide d'autoriser le conseil d'administration à donner à la prime de fusion toute affectation conforme à la réglementation applicable et notamment à imputer sur celle-ci tout ou partie des frais et droits occasionnés par la Fusion.

SIXIEME RESOLUTION

Réduction de capital non motivée par des pertes d'un montant de 249.047,40 euros par annulation de la totalité des 1.245.237 actions auto-détenues par la Société à la suite de la Fusion

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir pris connaissance :

- (i) du rapport du conseil d'administration de la Société, établi conformément à l'article L. 236-9 du Code de commerce ;
- (ii) des rapports du Commissaire à la Fusion ;
- (iii) du Projet de Traité de Fusion ; et
- (iv) du rapport spécial des Commissaires aux comptes établi en application des articles L.225-204 et suivants du Code de commerce ;

sous réserve de l'adoption des troisième à sixième résolutions ci-avant et sous condition suspensive de l'adoption de la septième résolution ci-après :

constate que figurent 1.245.237 actions de la Société parmi les actifs transmis par Kamino à la

Société dans le cadre de la Fusion ;

décide d'annuler avec effet immédiat ces 1.245.237 actions auto-détenues d'une valeur nominale de vingt centimes d'euro (0,20 €) chacune et de procéder à une réduction de capital non motivée par des pertes d'un montant de deux cent quarante-neuf mille quarante-sept euros et quarante centimes (249.047,40 €) correspondant à la valeur nominale des actions annulées, le capital de la Société se trouvant ainsi ramené de cinq cent onze mille cent vingt-trois euros (511.123 €) à deux cent soixante-deux mille soixante-quinze euros et soixante centimes (262.075,60 €), divisé en un million trois cent dix mille trois cent soixante-dix-huit (1.310.378) actions ;

décide d'imputer la différence entre la valeur d'apport des actions annulées suite à la réduction de capital, soit vingt-neuf millions huit cent quatre-vingt-cinq mille six cent quatre-vingt-huit euros (29.885.688 €), et la valeur nominale de ces actions, soit deux cent quarante-neuf mille quarante-sept euros et quarante centimes (249.047,40 €), qui est égale à vingt-neuf millions six cent trente-six mille six cent quarante euros et soixante centimes (29.636.640,60 €), au débit du compte « Prime de fusion » au bilan de la Société.

SEPTIEME RESOLUTION

Approbation de l'augmentation de capital à terme qui résultera le cas échéant de l'exercice des BSA Kamino

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir pris connaissance :

- (i) du rapport du conseil d'administration de la Société, établi conformément à l'article L. 236-9 du Code de commerce ;
- (ii) des rapports du Commissaire à la Fusion ; et
- (iii) du Projet de Traité de Fusion ;

étant rappelé que :

- (i) Kamino a émis trois cent seize mille cent soixante (316.160) BSA 1 et sept cent six mille huit cents (706.800) BSA 3 ;
- (ii) les dispositions légales et le Projet de Traité de Fusion prévoient que la Société sera substituée de plein droit à Kamino dans ses obligations envers les titulaires de BSA Kamino, de telle sorte que ces derniers exerceront leurs droits dans la Société ; et
- (iii) en cas de réalisation de la Fusion, chacun des BSA Kamino donnera droit à son titulaire de souscrire, dans les conditions fixées par les Termes et Conditions des BSA Kamino, à un nombre d'actions nouvelles de la Société égal au nombre d'actions Kamino auquel chaque BSA Kamino donne actuellement droit au titre des Termes et Conditions des BSA Kamino multiplié par 0,038978164 (sous réserve des éventuels ajustements légaux et conventionnels) ;

sous réserve de l'adoption des troisième à sixième résolutions ci-avant :

autorise l'augmentation de capital à terme et l'émission des actions de la Société qui résulteront le cas échéant de l'exercice des BSA Kamino, soit une augmentation de capital d'un montant maximum de sept mille neuf cent soixante-quatorze euros et quarante centimes (7.974,40 €) correspondant à l'émission d'un nombre maximum de trente-neuf mille huit cent soixante-douze (39.872) actions ordinaires nouvelles, auxquelles pourront le cas échéant s'ajouter les actions destinées à assurer le maintien des droits des porteurs de BSA Kamino conformément aux stipulations des Termes et Conditions des BSA Kamino et aux dispositions légales et réglementaires applicables ;

confère, dans le respect des Termes et Conditions des BSA Kamino, tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour :

- prendre toutes mesures destinées à protéger les droits des porteurs de BSA Kamino, conformément aux Termes et Conditions des BSA Kamino et aux dispositions légales et réglementaires applicables ;
- constater l'exercice des BSA Kamino émis et les augmentations de capital consécutives, modifier corrélativement les statuts de la Société et effectuer toutes formalités relatives à ces augmentations du capital social ;
- à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentations du capital social sur le montant des primes y afférentes ;
- demander l'admission aux négociations sur le marché Alternext de NYSE Euronext des actions ordinaires émises suite à l'exercice des BSA Kamino ;
- et d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire à l'exercice des BSA Kamino et l'application des Termes et Conditions des BSA Kamino *mutatis mutandis* à la Société.

HUITIEME RESOLUTION

Constatacion de la réalisation des conditions suspensives à la réalisation définitive de la Fusion

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir pris connaissance :

- (i) du rapport du conseil d'administration de la Société, établi conformément à l'article L. 236-9 du Code de commerce ;
- (ii) des rapports du Commissaire à la Fusion ; et
- (iii) du Projet de Traité de Fusion ;

sous réserve de l'adoption des troisième à septième résolutions ci-avant :

rappelle que le Projet de Traité de Fusion prévoyait que la réalisation définitive de la fusion-absorption de la société Kamino par la Société était subordonnée à la réalisation des conditions suspensives visées à l'Article 2 dudit Projet de Traité de Fusion (les "Conditions Suspensives") ;

constate qu'à la suite (i) de l'approbation de la Fusion par l'assemblée générale extraordinaire des associés de Kamino et (iii) de l'adoption des résolutions qui précèdent, l'ensemble des Conditions Suspensives se trouvent réalisées ;

constate le caractère définitif de l'ensemble des décisions qui précèdent et en conséquence la réalisation de la Fusion ;

constate en conséquence que Kamino sera dissoute ce jour sans liquidation ;

confère tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de d'accomplir toute formalité liée à la réalisation définitive de la Fusion, et notamment pour :

- établir et signer la déclaration de régularité et de conformité prévue à l'article L. 236-6 du Code de commerce ;
- établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires, accomplir toutes formalités utiles pour faciliter la transmission du patrimoine de Kamino à la

Société ;

- remplir toutes formalités, notamment d'enregistrement, de publicité et de dépôt, faire toutes déclarations auprès de l'administration, ainsi que toutes significations et notifications à quiconque et en particulier requérir la radiation de Kamino au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles et en cas de difficulté, engager ou suivre toutes instances ; et
- signer toutes pièces, tous actes et documents, élire domicile, substituer et déléguer dans la limite des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qui sera nécessaire.

NEUVIEME RESOLUTION

Modification des statuts en conséquence de la réalisation définitive de la Fusion

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et sous réserve de l'adoption des troisième à huitième résolutions ci-avant :

décide de modifier l'article 7 des statuts de la Société, afin de refléter le nouveau montant du capital social résultant de l'adoption des quatrième et sixième résolutions ci-dessus ainsi qu'il suit :

« **ARTICLE 7** – *Capital social*

Le capital social est fixé à 262.075,60 euros (deux cent soixante-deux mille soixante-quinze euros et soixante centimes).

Il est divisé en un million trois cent dix mille trois cent soixante-dix-huit (1.310.378) actions d'une valeur nominale de 0,20 euro chacune.

Ces actions, toutes de même catégorie, sont intégralement libérées. »

DIXIEME RESOLUTION

Délégation de compétence à donner au conseil d'administration à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions au profit d'une catégorie de bénéficiaires

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir pris connaissance :

- (i) du rapport du conseil d'administration ; et
- (ii) du rapport spécial des Commissaires aux comptes établi en application des articles L. 225-135, L. 225-138 et L. 228-92 et suivants du Code de commerce ;

sous condition suspensive de l'adoption de la onzième résolution ci-après et conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 228-92 et suivants du Code de commerce, après avoir constaté que le capital social est entièrement libéré :

délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission de deux cent mille (200.000) bons de souscriptions d'actions nouvelles de la Société (les "**BSA**") avec suppression du droit préférentiel de souscription des bénéficiaires au profit des membres du personnel salarié de la Société et/ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce ;

décide que le prix de souscription des BSA sera fixé par le conseil d'administration dans le cadre de la présente délégation sans pouvoir être inférieur à un euro et vingt-et-un centimes (1,21 €) ;

décide que le prix d'exercice des BSA sera fixé par le conseil d'administration dans le cadre de la présente délégation sans pouvoir être inférieur à trente-six euros (36 €) ;

décide que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant nominal maximum de quarante mille euros (40.000 €), soit, sur la base de la valeur nominale actuelle des actions de la Société de vingt centimes d'euro (0,20 €), une émission d'un nombre maximum de deux cent mille (200.000) actions nouvelles, auxquelles pourront, le cas échéant, s'ajouter les actions destinées à assurer le maintien des droits des porteurs de BSA conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, et le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement ;

constate que la présente délégation emporte, au profit des porteurs de BSA émis au titre de la présente résolution, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les BSA émis donnent droit ;

décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour réaliser la ou les émissions des BSA ainsi que d'y sursoir, dans les conditions et limites fixées à la présente résolution et notamment à l'effet de :

- fixer, pour chaque émission de BSA, la liste précise des bénéficiaires au sein de la catégorie au profit de laquelle le droit préférentiel de souscription est supprimé en application de la onzième résolution ci-dessous et le nombre de BSA attribués à chacun d'entre eux ;
- arrêter les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que les modalités de libération des BSA émis, et notamment, le prix de souscription des BSA, la période et les modalités de souscription des BSA ainsi que la date de jouissance des BSA, leur durée de validité, le cas échéant un délai pendant lequel les BSA devront être conservés avant de pouvoir être exercés ou cédés par leur bénéficiaire, le prix, les modalités et le cas échéant les conditions d'exercice des BSA ;
- prendre toutes mesures destinées à protéger les droits des porteurs de BSA, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables ;
- constater l'exercice des BSA émis et les augmentations de capital consécutives et modifier corrélativement les statuts de la Société et effectuer toutes formalités relatives à ces augmentations du capital social ;
- à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentations du capital social sur le montant des primes y afférentes ;
- demander l'admission aux négociations des actions ordinaires émises suite à l'exercice des BSA ;
- et d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation.

Le conseil d'administration rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à l'article L. 225-129-5 du Code de commerce, de l'utilisation faite de la délégation conférée par la présente résolution.

La délégation ainsi conférée au conseil d'administration est valable pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée.

ONZIEME RESOLUTION

Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au titre de l'émission de bons de souscription d'actions au profit d'une catégorie de bénéficiaires

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir pris connaissance :

- (i) du rapport du conseil d'administration ; et
- (ii) du rapport spécial des Commissaires aux comptes établi en application des articles L. 225-135, L. 225-138 et L. 228-92 et suivants du Code de commerce ;

décide, en conséquence de la résolution qui précède et conformément aux dispositions des articles L. 225-138 et L. 228-91 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires et de réserver la souscription des BSA dont l'émission sera le cas échéant décidée par le conseil d'administration par application de la délégation consentie aux termes de la dixième résolution ci-dessus aux membres du personnel salarié de la Société et/ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce.

DOUZIEME RESOLUTION

Délégation de pouvoirs à consentir au conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation du capital par émission d'actions réservées aux salariés adhérents à un plan d'épargne entreprise en application de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, ayant pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, en application des dispositions des articles L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce ainsi que des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail :

délègue au conseil d'administration ses pouvoirs pour procéder à une augmentation du capital social de la société par émission d'actions ordinaires, réservée aux salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code du commerce, adhérents à un plan d'épargne entreprise ;

décide en conséquence :

- de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions nouvelles à émettre au profit des salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce adhérents d'un plan d'épargne entreprise ;
- que le prix de souscription des actions émises en vertu de la présente délégation de pouvoirs sera déterminé dans les conditions prévues par les dispositions des articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail ;
- de limiter le montant de cette augmentation du capital social à trois pourcent (3 %) du capital social de la Société tel que constaté à la date de l'émission des actions nouvelles ;
- que cette émission devra intervenir avant l'expiration d'un délai de dix huit (18) mois commençant à courir à compter de la présente assemblée ;

délègue tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à l'effet, sous les conditions et limites fixées ci-dessus, de décider et de réaliser, en une fois, cette augmentation de

capital, de fixer les conditions que devront remplir les bénéficiaires, ces conditions pouvant comporter des conditions d'ancienneté du lien salarial, de fixer les conditions dans lesquelles les actions seront émises et libérées, de modifier les statuts et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire.

TREIZIEME RESOLUTION

Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires à émettre en faveur des salariés de la société adhérents à un plan d'épargne entreprise

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, ayant pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, en application des dispositions des articles L. 225-138-1 et L. 225-138 du Code de commerce, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions à émettre en vertu de la résolution qui précède et d'en réserver la souscription aux salariés de la Société et/ou des sociétés liées à la Société au sens des dispositions de l'article L. 225-180 du Code de commerce, adhérents à un plan d'épargne entreprise.

QUATORZIEME RESOLUTION

Pouvoirs

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'un original de ce présent procès-verbal ou d'un extrait certifié conforme à l'effet de procéder à toutes les formalités légales requises.

*

*

*

Annexe 1
Termes et Conditions de BSA Kamino

KAMINO

Société par actions simplifiée au capital de 7.500.000 euros

Siège social : 1, Rond Point Schwartz – 78310 Maurepas

513 412 965 RCS Versailles

PROCÈS VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 21 MAI 2010

L'an deux mille dix, le 21 mai,
à 16 heures,

les associés de la société KAMINO, société par actions simplifiée au capital de 7.500.000 euros, dont le siège social est situé 1, Rond Point Schwartz – 78310 Maurepas, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 513 412 965 (ci-après la « **Société** »), se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège social de la Société, sur convocation du Président conformément aux dispositions de l'article 15.4 des statuts, à l'effet de délibérer et de statuer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

A titre extraordinaire

- Émission de 316.160 bons de souscription d'actions (ci-après les « **BSA 1** ») et suppression du droit préférentiel de souscription des associés au bénéfice de personnes dénommées ;
- Émission de 706.800 bons de souscription d'actions (ci-après les « **BSA 3** ») et suppression du droit préférentiel de souscription des associés au bénéfice de personnes dénommées ;
- Autorisation à donner au Président de la Société de procéder à des augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit des salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ;
- Pouvoirs pour formalités.

Sont présents et ont émarginé personnellement la feuille de présence :

- **Acto Capital II**, fonds commun de placement à risques, représenté par sa société de gestion Groupama Private Equity, société anonyme au capital de 125.000 euros, dont le siège social est 148, boulevard Haussmann - 75008 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 392 122 370, elle même représentée par Monsieur Jean-Marc Scéo ; et
- **Barberine**, entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée au capital de 7.500 euros, dont le siège social est Rond Point Pariwest, 78310 Maurepas, immatriculée au RCS de Versailles sous le numéro 448 917 591 représentée par son gérant, Monsieur Frédéric Marchal.

La feuille de présence, certifiée exacte par le Président, permet de constater que les associés présents possèdent la totalité des actions et des droits de vote composant le capital social de la Société.

Les Commissaires aux comptes, dûment convoqués, sont absents et excusés.

L'assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'assemblée est présidée par Monsieur Frédéric Marchal, Président de la Société.

Le Président de séance met à la disposition des associés :

- la feuille de présence,
- le rapport du Président,
- le rapport des Commissaires aux comptes,
- un exemplaire des statuts de la Société.

Le Président fait observer à titre préliminaire que la présente assemblée a été convoquée verbalement et sans délai conformément aux dispositions légales et statutaires.

Le Président indique ensuite que les documents visés ci-dessus n'ont pas été tenus à la disposition des associés dans les délais légaux et statutaires.

Compte tenu du fait que tous les associés de la Société sont présents, chacun d'entre eux déclare avoir eu toute l'information nécessaire à l'expression de son vote au sein de la présente assemblée générale, renonce à se prévaloir du non respect des délais visés ci-dessus, et reconnaît en conséquence la validité de la présente assemblée.

Diverses observations sont échangées sur les questions à l'ordre du jour. Puis, personne ne demandant plus la parole, le Président de séance met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIÈRE RÉOLUTION

(Émission de 316.160 Bons de Souscription d'Actions (« BSA 1 »))

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir pris connaissance du rapport du Président et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

constatant que le capital social de la Société est entièrement libéré,

décide l'émission de 316.160 bons de souscription d'actions (ci-après les « BSA 1 »), dont les caractéristiques sont déterminées ci-après,

décide de fixer le prix d'émission desdits BSA 1 à dix centimes d'euro (0,10 €) l'un, étant précisé que les BSA 1 devront, lors de leur souscription, être intégralement libérés en numéraire pour la totalité du prix d'émission,

décide de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux associés de la Société par l'article L. 225-132 du Code de commerce, sur renvoi de l'article L. 227-1 du même Code, et de réserver la souscription des 316.160 BSA 1 aux personnes suivantes :

- Monsieur Christophe DUPONT, à hauteur de 95.552 BSA 1,
- Monsieur Jesus JARA, à hauteur de 47.775 BSA 1,
- Monsieur David BASSAN, à hauteur de 47.775 BSA 1,
- Monsieur Gérald SERMEUS, à hauteur de 47.775 BSA 1,
- Monsieur Philippe KREMPF, à hauteur de 28.103 BSA 1,
- Monsieur Sébastien RICCO, à hauteur de 28.103 BSA 1,
- Monsieur Jérôme THUR, à hauteur de 21.077 BSA 1,

(ci-après collectivement les « Bénéficiaires 1 »),

décide que les souscriptions seront reçues au siège social à compter de la présente assemblée et jusqu'au 21 juin 2010 inclus et que la souscription sera close par anticipation dès que tous les BSA 1 auront été souscrits dans les conditions prévues dans la présente résolution,

décide que les fonds provenant des versements en espèces seront déposés, dans les délais prévus par la loi, sur le compte bancaire ouvert au nom de la Société,

décide que chaque BSA 1 donnerait le droit à son titulaire de souscrire une (1) action ordinaire de la Société à un prix unitaire de un euro (1 €),

S

décide que les actions ordinaires ainsi souscrites devront être intégralement libérées lors de leur souscription, soit par versement en numéraire, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société,

décide que les nouvelles actions ordinaires remises au souscripteur lors de l'exercice des BSA 1 seront soumises à toutes les dispositions statutaires et porteront jouissance dès leur création,

décide que les BSA 1 ne pourront être exercés qu'en cas (i) de fusion par absorption de la Société par une autre société, à l'exception de toute fusion réalisée entre la Société et toute société dont la Société détient le contrôle au sens de l'article L. 223.3 du Code de commerce, ou (ii) de cession ou d'apport au profit d'un ou plusieurs tiers, personnes physiques ou morales non associées, de 100 % du capital de la Société (dans chaque cas, ci-après une « **Opération** »),

décide que, pour qu'un BSA 1 soit valablement exercé, les demandes d'attribution d'actions (constituée par un bulletin de souscription) devront être parvenues à la Société par lettre recommandée avec avis de réception ou remise en main propre entre la date à laquelle aura été conclu tout engagement ferme en vue de l'Opération et la date de réalisation effective de l'Opération. Lorsque le prix des actions sera libéré par chèque, le chèque sera joint à la demande. S'il ne s'agit pas d'un chèque de banque, il ne vaudra libération à sa date de réception que s'il est dûment provisionné. Lorsque le prix de souscription des actions sera libéré par virement bancaire, le prix de souscription devra être parvenu sur le compte de la Société au plus tard dans les dix (10) jours calendaires suivant la date de réception de ladite demande de souscription. Il est précisé que l'exercice sera réputé :

- avoir eu lieu un instant de raison avant la réalisation de l'Opération dans l'hypothèse de la réalisation de l'Opération, et
- nul et non avenue dans l'hypothèse où l'Opération ne serait pas réalisée, la Société étant tenue dans ce cas de restituer au titulaire des BSA 1 ayant manifesté son désir d'exercer ses BSA 1 son chèque de banque et son bulletin de souscription et ledit titulaire conservant consécutivement le droit d'exercer ses BSA 1 en cas de survenance ultérieure d'une Opération,

décide que les BSA 1 devront être exercés au plus tard immédiatement avant la réalisation de l'Opération, étant précisé que la Société aura l'obligation d'informer les titulaires de BSA 1 de la survenue de toute Opération dont ils n'auraient pas connaissance au moins quinze (15) jours à l'avance,

décide qu'en cas de réalisation d'une Opération, les BSA 1 qui n'auraient pas été exercés ainsi qu'il est indiqué ci-dessus seront automatiquement caducs,

décide qu'en cas de cessation de toute fonction salariée du titulaire de BSA 1 au sein de la Société, ou des sociétés qu'elle contrôle ou par lesquelles elle est contrôlée au sens de l'article L. 233.3 du Code de commerce, résultant (i) d'une démission du titulaire, autre qu'une Démission Légitime (tel que le terme est défini ci-après), ou, (ii) d'un licenciement du

titulaire pour faute grave ou lourde au sens de la jurisprudence sociale (ci-après le « **Cas de Départ 1** »), les BSA 1 détenus par ledit titulaire seront automatiquement et immédiatement caducs à la Date de Départ telle que définie ci-après,

décide qu'en cas de cessation de toute fonction salariée du titulaire de BSA 1 au sein de la Société, ou des sociétés qu'elle contrôle ou par lesquelles elle est contrôlée au sens de l'article L. 233.3 du Code de commerce, à la suite d'une démission légitime au sens de l'accord d'application n°15 du 18 janvier 2006 pris pour l'application des articles 2, 4 e) et 10 paragraphe 2 b) du Règlement UNEDIC, ayant effectivement donné lieu à versement d'une indemnisation du chômage par Pôle Emploi, ou tout autre organisme équivalent, et sous réserve qu'à la suite de cette démission le titulaire n'exerce pas d'activité au bénéfice d'une entité exerçant en Europe une activité concurrente à celle exercée par le groupe constitué de la Société et de ses filiales, (ci-après la « **Démission Légitime** »), ou d'un licenciement pour un motif autre qu'une faute grave ou lourde au sens de la jurisprudence sociale (ci-après le « **Cas de Départ 2** »), seuls les BSA 1 Acquis (tel que ce terme est défini ci-dessous) par ledit titulaire pourront être exercés en cas d'Opération, étant précisé que le nombre de BSA 1 Acquis par le titulaire sera déterminé par la formule suivante :

$$\text{Nombre de BSA 1 Acquis} = \text{Nombre de BSA 1 attribués} \times M \times 20 \%,$$

où « **M** » est le nombre d'années civiles entières écoulées entre le 1^{er} janvier 2010 et la Date de Départ (telle que définie ci-après) à raison d'un Cas de Départ 2, les autres BSA 1 détenus par le titulaire étant automatiquement et immédiatement caducs à la Date de Départ,

décide que la Date de Départ est entendue comme la date à laquelle le titulaire de BSA 1 cesse d'apparaître dans les registres du personnel de la société concernée à la suite de sa démission ou de son licenciement,

décide qu'en cas (i) d'incapacité déclarée consécutivement à un examen médical prévu à l'article R. 4624-21 du Code du travail français ou de tout autre disposition équivalente applicable, ou (ii) de décès du titulaire de BSA 1, le nombre de BSA 1 Acquis exercable par le titulaire ou ses ayants-droit en cas d'Opération sera égal à 100 % des BSA 1 qui lui ont été attribués,

décide que, dans l'hypothèse où l'exercice de BSA 1 par leurs titulaires donnerait droit à la souscription d'un nombre total d'actions formant rompus, ce nombre sera arrondi au nombre entier inférieur,

précise, en tant que de besoin, que chaque BSA 1 ne pourra être exercé qu'une fois,

décide que les BSA 1 sont émis sous la forme nominative et feront l'objet d'une inscription en compte,

décide que les BSA 1 auront une durée de dix (10) ans à compter de leur émission,

précise, en tant que de besoin, que l'ensemble des BSA 1 ne pourra permettre la souscription de plus de 316.160 actions ordinaires de la Société,

décide l'émission de 316.160 actions ordinaires de la Société auxquelles pourrait donner droit au maximum l'exercice des BSA 1, sous réserve des ajustements prévus par les dispositions légales et réglementaires applicables,

précise, en tant que de besoin, qu'en application de l'article L. 225-132 du Code de commerce, sur renvoi de l'article L. 227-1 du même Code, la présente décision emporte de plein droit au profit des porteurs de BSA 1 renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription des actions ordinaires auxquelles les BSA 1 donnent droit,

rappelle qu'en application de l'article L. 228-98 du Code de commerce :

- en cas de réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, les droits des titulaires des BSA 1 quant au nombre d'actions à recevoir sur exercice des BSA 1 seront réduits en conséquence comme si lesdits titulaires avaient été associés dès la date d'émission des BSA 1,
- en cas de réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des actions auxquelles les BSA 1 donnent droit ne variera pas, la prime d'émission étant augmentée du montant de la diminution de la valeur nominale ;

décide en outre que :

- en cas de réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des actions auxquelles les BSA 1 donnent droit sera réduit à due concurrence,
- en cas de réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, les titulaires des BSA 1, s'ils exercent leurs BSA 1 pourront demander le rachat de leurs actions dans les mêmes conditions que s'ils avaient été associés au moment du rachat par la Société de leurs propres actions ;

décide qu'au cas où, tant que les BSA 1 n'auront pas été exercés, la Société procéderait à l'une des opérations mentionnées ci-après :

- émission de titres de capital comportant un droit préférentiel de souscription des associés,
- modification de la répartition de ses bénéfices par la création d'actions de préférence,
- distribution de réserves en espèces ou en nature et de prime d'émission ;

les droits des titulaires des BSA 1 seront réservés dans les conditions prévues à l'article L. 228-99 du Code de commerce,

précise que, pour le cas où il serait nécessaire de procéder à l'ajustement prévu à l'article L. 228-99 3° du Code de commerce, l'ajustement serait réalisé en appliquant la méthode

prévue à l'article R. 228-91 du Code de commerce, étant précisé que la valeur du droit préférentiel de souscription comme la valeur de l'action avant détachement du droit de souscription seraient, si besoin était, déterminées par le Président de la Société en fonction du prix de souscription, d'échange ou de vente par action retenu lors de la dernière opération intervenue sur le capital de la Société (augmentation de capital, apport de titres, vente d'actions, etc.) au cours des six (6) mois précédant ladite décision, ou, à défaut de réalisation d'une telle opération au cours de cette période, en fonction de tout autre paramètre financier qui apparaîtra pertinent au Président de la Société,

décide que la Société est autorisée à modifier sa forme, son objet social et les règles de répartition de ses bénéfices ainsi qu'à amortir son capital et émettre des actions de préférence ainsi qu'il est prévu par l'article L. 228-98 du Code de commerce,

autorise la Société à imposer aux titulaires des BSA 1 le rachat ou le remboursement de leurs droits ainsi qu'il est prévu à l'article L. 228-102 du Code de commerce,

donne tous pouvoirs au Président de la Société pour :

- recueillir les souscriptions respectives des Bénéficiaires 1 aux BSA 1 et les versements y afférents,
- procéder à la clôture anticipée de la souscription ou proroger sa date, le cas échéant,
- obtenir les certificats attestant la libération et la réalisation de l'émission des BSA 1,
- procéder au retrait des fonds après la réalisation de l'émission des BSA 1,
- accomplir, directement ou par mandataire, tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive l'émission de BSA 1 décidée conformément aux termes de la présente résolution,
- constater le nombre d'actions émises par suite d'exercice des BSA 1, procéder aux formalités consécutives aux augmentations de capital correspondantes et apporter aux statuts les modifications corrélatives,
- prendre toute disposition pour assurer la protection des porteurs de BSA 1 en cas d'opération financière concernant la Société, et ce conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, et
- d'une manière générale, prendre toute mesure et effectuer toutes formalités utiles à la présente émission.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

(Émission de 706.800 Bons de Souscription d'Actions (« BSA 3 »))

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

S

après avoir pris connaissance du rapport du Président et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

constatant que le capital social de la Société est entièrement libéré,

décide l'émission de 706.800 bons de souscription d'actions (ci-après les « **BSA 3** »), dont les caractéristiques sont déterminées ci-après,

décide de fixer le prix d'émission desdits BSA 3 à trois centimes d'euro (0,03 €) l'un, étant précisé que les BSA 3 devront, lors de leur souscription, être intégralement libérés en numéraire pour la totalité du prix d'émission,

décide de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux associés de la Société par l'article L. 225-132 du Code de commerce, sur renvoi de l'article L. 227-1 du même Code, et de réserver la souscription des 706.800 BSA 3 aux personnes suivantes :

- Monsieur Christophe DUPONT, à hauteur de 213.611 BSA 3,
- Monsieur Jesus JARA, à hauteur de 106.805 BSA 3,
- Monsieur David BASSAN, à hauteur de 106.805 BSA 3,
- Monsieur Gérard SERMEUS, à hauteur de 106.805 BSA 3,
- Monsieur Philippe KREMPF, à hauteur de 62.827 BSA 3,
- Monsieur Sébastien RICCO, à hauteur de 62.827 BSA 3,
- Monsieur Jérôme THUR, à hauteur de 47.120 BSA 3,

(ci-après collectivement les « **Bénéficiaires 3** »),

décide que les souscriptions seront reçues au siège social à compter de la présente assemblée et jusqu'au 21 juin 2010 inclus et que la souscription sera close par anticipation dès que tous les BSA 3 auront été souscrits dans les conditions prévues dans la présente résolution,

décide que les fonds provenant des versements en espèces seront déposés, dans les délais prévus par la loi, sur le compte bancaire ouvert au nom de la Société,

décide que chaque BSA 3 donnerait le droit à son titulaire de souscrire une (1) action ordinaire de la Société à un prix unitaire de trois euros (3 €),

décide que les actions ordinaires ainsi souscrites devront être intégralement libérées lors de leur souscription, soit par versement en numéraire, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société,

décide que les nouvelles actions ordinaires remises au souscripteur lors de l'exercice des BSA 3 seront soumises à toutes les dispositions statutaires et porteront jouissance dès leur création,

décide que les BSA 3 ne pourront être exercés qu'en cas (i) de fusion par absorption de la Société par une autre société, à l'exception de toute fusion réalisée entre la Société et toute société dont la Société détient le contrôle au sens de l'article L. 223.3 du Code de commerce, ou (ii) de cession ou d'apport au profit d'un ou plusieurs tiers, personnes physiques ou morales non associées, de 100 % du capital de la Société (dans chaque cas, ci-après une « **Opération** »),

décide que, pour qu'un BSA 3 soit valablement exercé, les demandes d'attribution d'actions (constituée par un bulletin de souscription) devront être parvenues à la Société par lettre recommandée avec avis de réception ou remise en main propre entre la date à laquelle aura été conclu tout engagement ferme en vue de l'Opération et la date de réalisation effective de l'Opération. Lorsque le prix des actions sera libéré par chèque, le chèque sera joint à la demande. S'il ne s'agit pas d'un chèque de banque, il ne vaudra libération à sa date de réception que s'il est dûment provisionné. Lorsque le prix de souscription des actions sera libéré par virement bancaire, le prix de souscription devra être parvenu sur le compte de la Société au plus tard dans les dix (10) jours calendaires suivant la date de réception de ladite demande de souscription. Il est précisé que l'exercice sera réputé :

- avoir eu lieu un instant de raison avant la réalisation de l'Opération dans l'hypothèse de la réalisation de l'Opération, et
- nul et non avenue dans l'hypothèse où l'Opération ne serait pas réalisée, la Société étant tenue dans ce cas de restituer au titulaire des BSA 3 ayant manifesté son désir d'exercer ses BSA 3 son chèque de banque et son bulletin de souscription et ledit titulaire conservant consécutivement le droit d'exercer ses BSA 3 en cas de survenance ultérieure d'une Opération,

décide que les BSA 3 devront être exercés au plus tard immédiatement avant la réalisation de l'Opération, étant précisé que la Société aura l'obligation d'informer les titulaires de BSA 3 de la survenue de toute Opération dont ils n'auraient pas connaissance au moins quinze (15) jours à l'avance,

décide qu'en cas de réalisation d'une Opération, les BSA 3 qui n'auraient pas été exercés ainsi qu'il est indiqué ci-dessus seront automatiquement caducs,

décide qu'en cas de cessation de toute fonction salariée du titulaire de BSA 3 au sein de la Société, ou des sociétés qu'elle contrôle ou par lesquelles elle est contrôlée au sens de l'article L. 233.3 du Code de commerce, résultant (i) d'une démission du titulaire, autre qu'une Démission Légitime (tel que le terme est défini ci-après), ou, (ii) d'un licenciement du titulaire pour faute grave ou lourde au sens de la jurisprudence sociale (ci-après le « **Cas de Départ 1** »), les BSA 3 détenus par ledit titulaire seront automatiquement et immédiatement caducs à la Date de Départ telle que définie ci-après,

décide qu'en cas de cessation de toute fonction salariée du titulaire de BSA 3 au sein de la Société, ou des sociétés qu'elle contrôle ou par lesquelles elle est contrôlée au sens de l'article L. 233.3 du Code de commerce, à la suite d'une démission légitime au sens de l'accord d'application n°15 du 18 janvier 2006 pris pour l'application des articles 2, 4 e) et 10

paragraphe 2 b) du Règlement UNEDIC, ayant effectivement donné lieu à versement d'une indemnisation du chômage par Pôle Emploi, ou tout autre organisme équivalent, et sous réserve qu'à la suite de cette démission le titulaire n'exerce pas d'activité au bénéfice d'une entité exerçant en Europe une activité concurrente à celle exercée par le groupe constitué de la Société et de ses filiales, (ci-après la « **Démission Légitime** »), ou d'un licenciement pour un motif autre qu'une faute grave ou lourde au sens de la jurisprudence sociale (ci-après le « **Cas de Départ 2** »), seuls les BSA 3 Acquis (tel que ce terme est défini ci-dessous) par ledit titulaire pourront être exercés en cas d'Opération, étant précisé que le nombre de BSA 3 Acquis par le titulaire sera déterminé par la formule suivante:

Nombre de BSA 3 Acquis = Nombre de BSA 3 attribués x M x 20 %.

où « **M** » est le nombre d'années civiles entières écoulées entre le 1^{er} janvier 2010 et la Date de Départ (telle que définie ci-après) à raison d'un Cas de Départ 2, les autres BSA 3 détenus par le titulaire étant automatiquement et immédiatement caducs à la Date de Départ,

décide que la Date de Départ est entendue comme la date à laquelle le titulaire de BSA 3 cesse d'apparaître dans les registres du personnel de la société concernée à la suite de sa démission ou de son licenciement,

décide qu'en cas (i) d'incapacité déclarée consécutivement à un examen médical prévu à l'article R. 4624-21 du Code du travail français ou de tout autre disposition équivalente applicable, ou (ii) de décès du titulaire de BSA 3, le nombre de BSA 3 Acquis exerçable par le titulaire ou ses ayants-droit en cas d'Opération sera égal à 100 % des BSA 3 qui lui ont été attribués,

décide que, dans l'hypothèse où l'exercice de BSA 3 par leurs titulaires donnerait droit à la souscription d'un nombre total d'actions formant rompus, ce nombre sera arrondi au nombre entier inférieur,

précise, en tant que de besoin, que chaque BSA 3 ne pourra être exercé qu'une fois,

décide que les BSA 3 sont émis sous la forme nominative et feront l'objet d'une inscription en compte,

décide que les BSA 3 auront une durée de dix (10) ans à compter de leur émission,

précise, en tant que de besoin, que l'ensemble des BSA 3 ne pourra permettre la souscription de plus de 706.800 actions ordinaires de la Société,

décide l'émission de 706.800 actions ordinaires de la Société auxquelles pourrait donner droit au maximum l'exercice des BSA 3, sous réserve des ajustements prévus par les dispositions légales et réglementaires applicables,

précise, en tant que de besoin, qu'en application de l'article L. 225-132 du Code de commerce, sur renvoi de l'article L. 227-1 du même Code, la présente décision emporte de

plein droit au profit des porteurs de BSA 3 renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription des actions ordinaires auxquelles les BSA 3 donnent droit,

rappelle qu'en application de l'article L. 228-98 du Code de commerce :

- en cas de réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, les droits des titulaires des BSA 3 quant au nombre d'actions à recevoir sur exercice des BSA 3 seront réduits en conséquence comme si lesdits titulaires avaient été associés dès la date d'émission des BSA 3,
- en cas de réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des actions auxquelles les BSA 3 donnent droit ne variera pas, la prime d'émission étant augmentée du montant de la diminution de la valeur nominale ;

décide en outre que :

- en cas de réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des actions auxquelles les BSA 3 donnent droit sera réduit à due concurrence,
- en cas de réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, les titulaires des BSA 3, s'ils exercent leurs BSA 3 pourront demander le rachat de leurs actions dans les mêmes conditions que s'ils avaient été associés au moment du rachat par la Société de leurs propres actions ;

décide qu'au cas où, tant que les BSA 3 n'auront pas été exercés, la Société procéderait à l'une des opérations mentionnées ci-après :

- émission de titres de capital comportant un droit préférentiel de souscription des associés,
- modification de la répartition de ses bénéfices par la création d'actions de préférence,
- distribution de réserves en espèces ou en nature et de prime d'émission ;

les droits des titulaires des BSA 3 seront réservés dans les conditions prévues à l'article L. 228-99 du Code de commerce,

précise que, pour le cas où il serait nécessaire de procéder à l'ajustement prévu à l'article L. 228-99 3° du Code de commerce, l'ajustement serait réalisé en appliquant la méthode prévue à l'article R. 228-91 du Code de commerce, étant précisé que la valeur du droit préférentiel de souscription comme la valeur de l'action avant détachement du droit de souscription seraient, si besoin était, déterminées par le Président de la Société en fonction du prix de souscription, d'échange ou de vente par action retenu lors de la dernière opération intervenue sur le capital de la Société (augmentation de capital, apport de titres, vente d'actions, etc.) au cours des six (6) mois précédant ladite décision, ou, à défaut de réalisation d'une telle opération au cours de cette période, en fonction de tout autre paramètre financier qui apparaîtra pertinent au Président de la Société,

décide que la Société est autorisée à modifier sa forme, son objet social et les règles de répartition de ses bénéfices ainsi qu'à amortir son capital et émettre des actions de préférence ainsi qu'il est prévu par l'article L. 228-98 du Code de commerce,

autorise la Société à imposer aux titulaires des BSA 3 le rachat ou le remboursement de leurs droits ainsi qu'il est prévu à l'article L. 228-102 du Code de commerce,

donne tous pouvoirs au Président de la Société pour :

- recueillir les souscriptions respectives des Bénéficiaires 3 aux BSA 3 et les versements y afférents,
- procéder à la clôture anticipée de la souscription ou proroger sa date, le cas échéant,
- obtenir les certificats attestant la libération et la réalisation de l'émission des BSA 3,
- procéder au retrait des fonds après la réalisation de l'émission des BSA 3,
- accomplir, directement ou par mandataire, tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive l'émission de BSA 3 décidée conformément aux termes de la présente résolution,
- constater le nombre d'actions émises par suite d'exercice des BSA 3, procéder aux formalités consécutives aux augmentations de capital correspondantes et apporter aux statuts les modifications corrélatives,
- prendre toute disposition pour assurer la protection des porteurs de BSA 3 en cas d'opération financière concernant la Société, et ce conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, et
- d'une manière générale, prendre toute mesure et effectuer toutes formalités utiles à la présente émission.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIÈME RÉSOLUTION

(Délégation au Président aux fins de procéder à une augmentation du capital social en application des articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir pris connaissance du rapport du Président et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce sur renvoi de l'article L. 227-1 du même Code et des articles L. 3332-18 et suivants du Code de travail,

décide, sous réserve de la mise en place d'un plan d'épargne d'entreprise, de déléguer au Président, conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce, sur renvoi de l'article L. 227-1 du même Code, et des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, toutes compétences à l'effet de décider et procéder, en une ou plusieurs fois, dans un délai de dix-huit (18) mois, à une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de huit mille deux cents (8.200) euros par l'émission d'un nombre maximum de huit mille deux cents (8.200) actions ordinaires d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune,

décide de supprimer en faveur des salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise, le droit préférentiel de souscription aux actions émises en application de la présente délégation,

donne tous pouvoirs au Président pour :

- arrêter la date et les modalités des émissions, le délai accordé aux salariés pour l'exercice de leur droit, fixer le prix d'émission des actions nouvelles à émettre conformément aux dispositions des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, les délais de libération, ainsi que fixer éventuellement le nombre maximum d'actions pouvant être souscrites par salarié et par l'émission,
- constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites,
- accomplir, directement ou par mandataire, toutes opérations et formalités,
- apporter aux statuts les modifications corrélatives aux augmentations de capital social,
- et généralement faire le nécessaire.

Cette résolution mise aux voix, est rejetée à l'unanimité.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

(Pouvoirs)

Tous pouvoirs sont donnés au porteur de copies ou d'extraits certifiés conformes du présent procès-verbal pour faire tous dépôts et accomplir toutes formalités de publicité nécessaires.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

S

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 heures.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président de la Société et un associé.

Le Président

Monsieur Frédéric Marchal



ACTO CAPITAL II

Représenté par Groupama Private Equity

Représentée par Jean-Marc Scéo